

Montréal, le 9 avril 2015

La liberté des un.e.s et le pouvoir des autres
Lettre ouverte à l'administration de l'UQAM

Nous sommes des étudiant.e.s affilié.e.s au Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS) situé au département d'histoire de l'UQAM. Nous rédigeons cette lettre à plusieurs mains afin de souligner notre attachement aux vertus de l'action collective. C'est la vision de la liberté de celui qui fut le directeur de notre Centre pendant près de vingt ans, l'historien et professeur émérite Jean-Marie Fecteau, décédé avant l'heure à l'automne 2012, qui nous pousse à écrire aujourd'hui.

La liberté que défendait Jean-Marie Fecteau, et dont nous sommes épris.e.s, n'a rien à voir avec le libéralisme qui aspire à nous gouverner sournoisement depuis le 19^e siècle, en faisant miroiter l'idéal de l'émancipation, tout en nous enfermant dans la grande lutte du chacun.e pour soi. Elle est à mille lieues de l'individualisme qui a émergé à cette époque et qui se déploie actuellement dans les mesures d'austérité de gouvernements néolibéraux.

Cette liberté n'est pas la fausse liberté du libéralisme, qui laisse pour compte des pans entiers de la population. Elle est aux antipodes de la désolidarisation. Elle tend vers cette autonomie, aussi relative soit-elle, dont font actuellement preuve des personnes courageuses face aux agent.e.s du pouvoir qui les gouvernent.

Cette liberté doit être affirmée lorsque de puissants intérêts tentent de nous l'enlever en s'attaquant à nos acquis sociaux. En tant qu'universitaires, nous nous savons redevables vis-à-vis de celles et de ceux qui ont mené des luttes et qui continuent à défendre un projet de société ouvert, inclusif et empreint de justice sociale. Nous nous savons endetté.e.s autant envers ceux et celles qui défendent leurs idéaux en allant au front, qu'envers d'autres qui, de façon plus discrète, tentent de modifier les institutions de l'intérieur.

Cette liberté refuse de se soumettre aux règles dictées par celles et ceux qui s'opposent à l'égalité des droits et des chances, à la solidarité et à la distribution équitable des richesses. Elle ne peut que se ranger du côté des principes défendus par les étudiant.e.s qui refusent l'austérité actuelle, et dont certain.e.s sont menacé.e.s d'expulsion à vie par l'administration de l'UQAM.

Enfin, cette liberté qui nous est chère est au cœur même de la construction d'un savoir critique. Toute dérive autoritaire ne désigne pas seulement des boucs émissaires; elle étouffe petit à petit des espaces de liberté intellectuelle. En l'occurrence, un lieu où les étudiant.e.s sont effrayé.e.s par l'administration en raison de leurs convictions politiques est tout le contraire de ce qu'une université qui prône l'ouverture d'esprit doit être. La possibilité d'une recherche et d'un

enseignement critiques de la société actuelle et de l'orientation politique qu'elle prend est gravement mise à mal dans ces conditions.

C'est pour ces raisons que nous dénonçons les mesures inouïes et draconiennes prises par l'administration de notre université. Nous sommes consterné.e.s et inquièt.e.s qu'on en soit arrivés là. L'autoritarisme dont fait actuellement preuve l'administration de l'UQAM participe à l'escalade des tensions et laisse imaginer les pires scénarios d'avenir.

L'envoi simultané à des étudiant.e.s militant.e.s d'avis de convocation à un processus disciplinaire d'exception, pour des faits allégués remontant parfois à près de deux années, au moment même du déclenchement d'une grève étudiante à l'UQAM, porte à croire que leur sacrifice est un instrument politique. Chaque nouveau graffiti sur les murs de notre institution deviendra-t-il un prétexte pour durcir les réprimandes envers les étudiant.e.s et entamer des démarches dont les présentes menaces d'expulsion ne seraient que le début?

Les étudiant.e.s sont en grève avant tout parce que notre société se fait voler ses idéaux dépassant les aspirations personnelles de chacun.e, ces rêves communs qui nous rattachent au collectif et qui font marcher des milliers de personnes dans la rue en direction d'un monde qu'ils et elles espèrent plus juste.

Les étudiant.e.s sont en grève avant tout pour nous rappeler l'importance de préserver ces liens qui nous unissent et pour prévenir leur dissolution. Face à ces nobles aspirations, que fait leur université? Au lieu d'en être fière et de s'en inspirer, elle cherche à faire taire le cri de celles et de ceux qui risquent le bon déroulement de leurs études par solidarité et pour un avenir commun.

Les menaces d'expulsion qui pèsent présentement sur nos collègues concernent toute la communauté de l'UQAM. Quelles valeurs notre institution tant aimée veut-elle incarner? La faculté de juger, l'esprit critique, la générosité et la vision à long terme? Ou bien la phobie panique et le désir impératif d'imposer l'ordre à tout prix? Ne sous-estimons pas la gravité des mesures que l'administration tente d'imposer à nos collègues : les expulsions envisagées sont la peine capitale du monde éducatif.

La dérive sécuritaire qui s'installe à l'UQAM détourne l'attention de toute la communauté des véritables enjeux qui devraient l'unir : les coupures, la privatisation de l'éducation et l'attaque à la collégialité interne à l'université, et par ce fait même à notre liberté académique toujours fragile. Le seul qui bénéficie sur toute la ligne de ce règne des divisions, le seul qui profite du fractionnement et du ressentiment qui traverse notre communauté, c'est le gouvernement et son projet marchand délétère pour l'esprit et le sens de la mission de notre institution.

Si ces expulsions ont lieu, il sera trop tard pour revenir en arrière et ce sombre précédent fera partie de l'histoire de notre université et de la répression des mouvements étudiants au Québec. Il peut encore en être autrement. Les menaces qui pèsent sur nos collègues peuvent encore être retirées et les expulsions évitées. Il existe encore d'autres dénouements possibles. C'est au nom de ces autres possibles que nous invitons l'administration à se raviser et à se rengager sur la voie du projet de société censé s'incarner dans notre université publique et qui en est la véritable vocation, n'en déplaise au gouvernement.

Anne-Marie Buisson

Noémie Charest-Bourdon

Philippe Desmarais

Martin Desmeules

Nancy Gagnon

Amélie Grenier

Catherine Larochelle

Annie Lyonnais

Benoit Marsan

Julien Mauduit

Pascal Motard

Camille Robert

Martin Robert

Cory Verbauwhede